

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 26 NOVEMBRE 1903.

BUDGET DES VOIES ET MOYENS POUR L'EXERCICE 1904 ⁽¹⁾.

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE ⁽²⁾, PAR M. DALLEMAGNE.

MESSIEURS,

D'après les prévisions de l'exercice 1902, l'excédent des recettes sur les dépenses devait être de fr. 695,646 95

Le résultat approximatif de ce même exercice solde par un boni de 3,953,665 05

Les dépenses exceptionnelles soldées par les ressources ordinaires se sont élevées à 12,772,760 99
ce qui fait ressortir un excédent total des ressources ordinaires sur les dépenses ordinaires de 16,706,425 97

Cet exercice a supporté, en plus de ses charges ordinaires, celle des pensions de vieillesse, d'un import de . . 12,000,000 »

Pour l'exercice 1903, l'excédent des recettes sur les dépenses était évalué au Budget à 188,892 09

Pour 1904, il est évalué à 270,139 43

Pour les deux exercices, la charge des pensions de vieillesse sera de 15,000,000 »

Le Ministre des Finances a réfuté victorieusement, à diverses reprises,

(1) Budget n° 4, I.

(2) La Section centrale, présidée par M. SCHOLLAERT, était composée de MM. DE MEESTER, DALLEMAGNE, HUBERT, DAVIGNON, HELLEPUTTE, BERTRAND.

l'allégation du déficit budgétaire, notamment au mois de février dernier, lors de la discussion du projet de loi relevant les droits sur les alcools.

Les résultats de l'exercice 1903 ne peuvent être connus, mais les recouvrements des neuf premiers mois publiés au *Moniteur* du 4 novembre (pages 5,489 et 5,490) font espérer un excédent supérieur à celui prévu.

En tous cas, ce résultat ne dépend pas du rendement supplémentaire des alcools, dont la prévision n'est aucunement entrée dans l'établissement du Budget de 1903.

Celui-ci s'équilibrait, abstraction faite de cet élément nouveau, et rien n'indique que ses prévisions de recettes ne seront pas atteintes ou que ses prévisions de dépenses seront dépassées.

L'évaluation des dépenses prévues au Budget de 1904 s'élève à fr. 529,103,370 57

Les dépenses admises pour l'exercice 1903 se sont élevées à 510,494,789 52

Le chiffre inscrit au Budget de 1903 était de 506 millions 153,777 francs, mais il a été porté par différentes augmentations à fr. 510,494,789.52.

D'où augmentation des dépenses pour 1904 fr. 18,607,581 05

Les recettes prévues pour 1904 s'élèvent à fr. 529,372,510 »

Les prévisions de recettes pour 1903 étaient de 506,342,470 »

Augmentation des recettes pour 1904 fr. 23,030,040 »

Cette augmentation de recettes porte sur les branches de revenu suivantes :

I. Impôts directs : augmentation fr. 248,000 »

Impôts indirects 10,680,250 »

TOTAL. . . fr. 10,928,250 »

D'où il faut déduire la diminution provenant de l'enregistrement 500,000 »

Augmentation définitive. fr. 10,428,250 »

II. Péages 10,573,690 »
dont 9,500,000 francs pour le chemin de fer (art. 19).

III. Capitaux et revenus. 1,390,000 »

IV. Remboursements. 638,000 »

TOTAL. . . fr. 23,030,040 »

L'ensemble des contributions directes et indirectes, en y comprenant l'enregistrement, greffe, etc., produit une somme totale de 252,184,940 francs,

dont le tableau ci-après donne la décomposition et le pourcentage proportionnel au total ci-dessus (1) :

I. Impôts directs.	Impôts directs.	60,840,000 »	24.13 %
	Successions	21,000,000 »	8.33 %
TOTAUX.		81,840,000 »	32.46 %
I. Impôts indirects.	Douanes.	43,974,740 »	17.44 %
	Accises	82,853,200 »	32.85 %
	Divers	2,902,000 »	1.15 %
TOTAUX.		129,731,940 »	51.44 %
III. Enregistrement, greffe, etc.	Enregistrement, greffe, etc.	40,613,000 »	16.10 %
TOTAL GÉNÉRAL des trois contributions		252,184,940 »	100 %

Si nous reprenons les chiffres des dépenses de l'État depuis 1895, nous trouvons :

1895	fr.	364,819,166 »
1896		382,551,296 »
1897		425,068,629 »
1898		427,180,936 »
1899		451,450,248 »
1900		479,035,782 »
1901		488,967,301 »
1902	(résultat approximatif)	491,368,524 »
1903	(prévision)	506,133,377 »
1904	(id.)	529,102,570 »

(1) Notre honorable collègue M. Hubert a publié, en juin 1902 (*Annales des travaux publics*, troisième fascicule, 1902), le tableau ci-après du pourcentage des impôts directs et indirects dans différents pays :

IMPOTS TOTAUX.	France, 1899.	Espagne, 1899-1900.	Allemagne-Prusse, 1899-1900	Angleterre, 1900-1901.	Suisse, 1900.	Russie, 1900.	Italie, 1899-1900.	États-Unis, 1899-1900.	Belgique, 1904.
	%	%	%	%	%	%	%	%	%
Impôts directs	43	44	20	43	6	20	51	10	48.50
Impôts indirects	57	56	80	57	94	80	49	90	51.44

De l'examen de ce tableau, dit M. Hubert, il est aisé de conclure, que de tous les pays, c'est en Belgique que l'on demande à l'impôt indirect la quote-part la plus réduite, et les objets de première nécessité sont presque tous indemnes.

Pour apprécier sainement ces chiffres, il faut (comme le disait M. Helleputte dans son remarquable rapport sur le Budget de 1901) défalquer des dépenses totales, celles résultant des chemins de fer, péages et dépenses extraordinaires, et rapporter les dépenses budgétaires proprement dites à la population et à l'activité commerciale du pays. Le tableau ci-après, qui continue celui du rapport de M. Helleputte (pp. 26 et 27), donne pour chaque année le montant par 1,000 habitants du commerce spécial, ainsi que le montant par 1,000 habitants des dépenses budgétaires proprement dites. Il indique enfin le rapport entre ces deux montants.

ANNÉES.	POPULATION.	Dépenses budgétaires défalquées des péages et des dépenses exceptionnelles.	MONTANT du commerce spécial	MOYENNE par 1,000 habitants		Les dépenses budgétaires sont au commerce spécial dans la proportion de
				des dépenses budgétaires	du commerce spécial.	
1895	6,410,783	245,146,040 »	3,065,846,559 »	38,240 »	478,252 »	8 %.
1896	6,495,886	252,717,886 »	3,244,675,320 »	38,904 »	499,497 »	7 8 %.
1897	6,586,593	273,856,765 »	3,499,384,100 »	41,578 »	531,289 »	7 8 %.
1898	6,669,732	281,057,867 »	3,831,734,132 »	42,139 »	574,496 »	7 3 %.
1899	6,744,532	289,175,055 »	4,209,535,628 »	42,875 »	624,141 »	6 9 %.
1900	6,693,548	296,764,466 »	4,138,637,146 »	44,359 »	618,054 »	7 1 %.
1901	6,800,000	309,511,668 »	4,049,223,410 »	45,516 »	595,474 »	7 6 %.
1902	6,896,079	315,322,300 »	4,306,175,210 »	45,702 »	624,300 »	7 3 %.
1903	6,950,000 ⁽¹⁾	331,968,790 »	4,548,368,000 » ⁽²⁾	47,765 »	625,664 »	7 6 %.
1904	»	346,571,250 »	»	»	»	»

Nous voyons, comme le constatait M. Helleputte en 1900, que l'accroissement des dépenses budgétaires reste proportionnel à la prospérité du pays.

De 1895 à 1903, les dépenses budgétaires ont augmenté de 86 millions, mais le commerce spécial a augmenté de plus d'un milliard et la population s'est accrue de plus de 500,000 âmes.

Si la moyenne des charges budgétaires a passé de fr. 38.24 par tête à fr. 47.76, la moyenne du mouvement commercial a passé de 478 francs à 625 francs, la proportion restant sensiblement égale à environ 7.5 %.

Non seulement les dépenses budgétaires ont été régulièrement couvertes par les ressources ordinaires, mais depuis 1884 chaque exercice a clôturé en boni, et d'utiles dégrèvements ou des ristournes spéciales ont favorisé les classes ouvrières et les petits contribuables.

Tels sont :

Les pensions de vieillesse, d'un import de 15 millions ;

(¹) Moyenne probable au 31 décembre 1903.

(²) Chiffre approximatif probable basé sur le chiffre du commerce spécial des dix premiers mois de 1903, publié dans le *Bulletin mensuel du commerce spécial de la Belgique avec les pays étrangers*.

Les subsides aux sociétés de prévoyance ou de retraite;
Les trains ouvriers qui transportent les travailleurs à des prix inférieurs à leur prix de revient;
La réduction de l'accise sur le tabac;
La suppression des droits sur les boissons hygiéniques, le café, le chocolat, le thé;
Et, en dernier lieu, la décharge des droits sur le sucre de fr. 51.15 à 20 francs les 100 kilogrammes.

Aucun objet de consommation nécessaire n'est grevé de droits, et les objets qui, sans être nécessaires, sont utiles et d'usage courant dans les masses populaires, s'ils sont atteints par l'impôt, ne le sont que d'une manière très faible et vraiment insensible. Il n'existe notamment aucun droit de douane ou d'accise qui influence dans une mesure appréciable les prix des articles d'alimentation ou d'habillement dont les classes modestes font communément usage.

Quant à l'impôt direct, plus de 50 % du nombre total des maisons qui existent dans le pays échappent à la contribution personnelle. D'autre part, la loi de 1889 et celle de 1900 ont réduit de moitié le tarif ordinaire des droits fiscaux en faveur des acquisitions d'habitations ouvrières et de petites propriétés rurales, et le Gouvernement a présenté, au cours de la dernière session, un projet de loi étendant encore le champ d'application de ces réductions.

Sans entrer dans de plus amples détails, ces quelques constatations suffisent à démontrer que l'ensemble de notre régime fiscal n'a rien d'anti-démocratique.

Alcools.

La loi du 18 février 1903 a relevé l'accise sur l'alcool, et son rendement avait été calculé dans l'hypothèse d'une réduction de 15 % sur la consommation.

A ce point de vue essentiellement moral, les prévisions du Gouvernement ont été dépassées, et les faits ont prouvé que le relèvement du prix de l'alcool était vraiment le meilleur moyen d'en diminuer la consommation.

La consommation apparente a été réduite de près de 50 % sur la moyenne de 1890-1894, et d'environ 38 % sur celle de 1898 à 1902.

Cette réduction, nous dit l'Exposé général du Budget, ne peut être attribuée tout entière à une diminution réelle de la consommation. Il semble évident que l'écoulement des stocks a contribué à diminuer la consommation apparente. Mais il est non moins évident que la consommation réelle a subi une notable réduction et qu'à ce point de vue, on ne peut que féliciter le Gouvernement du résultat obtenu.

Un membre de la Section fait remarquer la modification apportée par l'article 5 du chapitre III du projet de loi, dotation de l'amortissement de la dette publique (Note préliminaire, page 11), fixant à 0.40 % au lieu de 0.50 % au Budget de la dette publique pour l'exercice prochain, le taux de la dotation

de l'amortissement. Il fait observer que la dotation de l'amortissement de 0.80 %, tout récemment voté en février dernier, se trouve modifiée quelques mois après.

Il a été répondu qu'on ne pouvait appliquer à cet amortissement qu'un excédent de ressources, et que cet excédent de ressources ne s'étant pas produit, l'amortissement doit en subir les conséquences. Cependant, il y a lieu de s'assurer que le rendement de l'accise sur l'alcool sera bien celui prévu et que l'amortissement prévu en conséquence pourra se réaliser.

La section décide de poser au gouvernement la question suivante :

QUESTION I.

Sur quoi le Gouvernement se base-t-il pour évaluer le rendement de l'alcool en 1904 à la somme de 71,400,000 francs, supérieure de 11,400,000 francs aux prévisions pour 1903?

RÉPONSE.

Comme l'énonce l'Exposé général du Budget, le Gouvernement évalue à 7 litres par tête d'habitant le chiffre qui représentera la consommation humaine sous le régime de la nouvelle loi. Appliqué à une population de 7 millions d'habitants, ce chiffre donne une quantité totale imposable de 49 millions de litres; aux taux de 150 francs l'hectolitre, le produit de l'impôt serait ainsi de 73,500,000 francs, somme supérieure de 2,000,000 au montant des prévisions budgétaires.

Lors de la discussion de la loi du 18 février 1903, les organes de l'opposition portaient à 21 millions au moins le supplément de recette à résulter du relèvement de l'impôt; le Gouvernement, de son côté, l'évaluait à 13 millions, chiffre qu'il abaisse aujourd'hui à 11,400,000 francs.

En supposant que le chiffre de consommation indiqué par le Gouvernement se réalise, il serait établi que l'amortissement pourra s'effectuer dans les conditions proposées par le Gouvernement.

La majorité de la Section propose donc à la Chambre d'adopter le projet d'amortissement du Gouvernement.

SUCRES.

En vertu des dispositions de la loi du 21 août 1903, relative à la fabrication et à l'importation des sucres, l'impôt se trouve réduit de fr. 51.13 par 100 kilogrammes à 20 francs par 100 kilogrammes. (Voir *Documents parlementaires* 1902-1903, n° 169, séance du 18 juin 1903.) C'est donc un dégrèvement de 60 %. Le rendement de l'impôt, prévu pour 1904, s'élève à 13 millions de francs, ce qui, à raison de 200 francs par tonne, représente une consommation indigène de 65,000 tonnes, ou environ 10 kilogrammes par tête de Belge.

En 1895, la consommation de sucre par tête dans les différents pays de l'Europe était évaluée à :

	Kilogr. —
Angleterre.	39 05
Danemark.	21 59
Suisse	21 49
Suède et Norwège	15 06
France	14 09
Allemagne.	11 91
Hollande	11 58

Discussion générale.

Au cours de la discussion générale, qui portait sur diverses observations des sections, sur la proposition d'un de ses membres, la Section centrale a posé au Gouvernement les questions suivantes :

QUESTION II.

La revision cadastrale est-elle à la veille d'être terminée?

Quand le Gouvernement compte-t-il proposer la nouvelle loi organique de l'impôt foncier?

REPOSE.

La revision des évaluations cadastrales des maisons et des bâtiments assimilés à celles-ci est terminée.

Quant aux fabriques, usines, manufactures et autres établissements industriels, le travail a dû être tenu en suspens par suite de deux causes : d'une part, la nécessité d'études préliminaires en vue de la détermination des bases et des méthodes d'évaluation du revenu imposable; d'autre part, le fait que les agents administratifs dont le concours est nécessaire, surtout les contrôleurs des contributions, ont été chargés en 1903 d'un surcroît d'occupations urgentes par suite, notamment, de la réforme de la loi sur le régime fiscal des sucres.

Les opérations restantes vont être poussées avec activité.

Le projet de la nouvelle loi organique de l'impôt foncier sera élaboré dès que la revision cadastrale sera terminée comme il vient d'être dit.

QUESTION III.

Le Gouvernement ne croit-il pas nécessaire de proposer une revision de la loi sur la contribution personnelle en vue d'établir une base d'imposition se rapprochant le plus possible du revenu réel des contribuables ?

RÉPONSE.

Telles sont, en effet, les intentions du Gouvernement, ainsi qu'il l'a déclaré aux Chambres.

Entre autres modifications, on proposera de substituer le nouveau revenu cadastral à la valeur locative imposable actuelle et de supprimer la taxe sur les portes et fenêtres ; la cinquième base (chevaux) sera également soumise à revision.

QUESTION IV.

Que devient le droit des porteurs de titres en présence des dispositions multiples et successives prises au sujet de l'amortissement de la dette ?

RÉPONSE.

L'Exposé des motifs de la loi du 18 février 1903 s'exprime comme il suit au sujet du point soulevé par la question :

« Notre dette amortissable comprend, en » premier lieu, le 3 % créé en vertu de la » loi du 29 avril 1873, autorisant le Gou- » vernement à contracter, aux conditions » qu'il déterminera, un emprunt de 240 mil- » lions. L'arrêté royal du même jour, pris » en exécution de la loi, fixait à 3 % » l'intérêt nominal de cet emprunt et à » 20 centimes pour 100 francs de capital » nominal la dotation annuelle d'amortisse- » ment, laquelle devait, en outre, s'accroître » successivement des intérêts des capitaux » rachetés. La dette ainsi constituée s'est » augmentée, jusqu'en 1893, d'une série » d'émissions de titres du même type.

» L'autre partie de la dette à 3 % est » celle qui, créée par la loi du 13 février » 1893, portant conversion du 3 1/2 %, s'est » progressivement augmentée et continue » de s'augmenter des émissions de titres » destinées à subvenir aux charges du Bud- » get extraordinaire. Les conditions d'amor- » tissement de cette dette sont déterminées » par la loi de 1893 elle-même, et la dota- » tion est également fixée à 0.20 % avec » accroissement de l'intérêt des capitaux » rachetés.

» Telles sont, quant à l'obligation d'af- » fecter chaque année à l'extinction de la » dette une somme déterminée d'avance,

» les bases du contrat existant entre l'État
 » emprunteur et les tiers porteurs de titres
 » de cette dette. Le projet actuel, d'ailleurs
 » pleinement avantageux pour les déten-
 » teurs de titres, ne touche point à ces
 » bases : « Aucun droit nouveau, est-il
 » expressément stipulé à l'article 7, n'est
 » créé du chef de la présente loi, au pro-
 » fit des porteurs de titres de la Dette
 » publique ». »

Il résulte de là que le droit des porteurs se trouverait lésé dans le cas seulement où la dotation d'amortissement serait réduite à moins de 20 centimes $\%$. Une des conditions du contrat venant alors à être m'éconnue, l'État se verrait dans l'obligation d'offrir aux détenteurs de titres le remboursement au pair.

On rencontre un cas de l'espèce dans notre histoire financière : En 1869, une loi vint réduire de 1 à $\frac{1}{2} \%$ la dotation de la 1^{re} série du $4 \frac{1}{2} \%$ en même temps qu'elle décrétait que, pour toutes les séries, la dotation ne serait plus calculée sur le capital primitif des dettes, mais bien sur le capital en circulation au 1^{er} mai 1869.

Bien que, d'après le Ministre des Finances, la mesure ne pût causer aucun préjudice aux rentiers de l'État, on leur offrit cependant, par respect des contrats, le remboursement de leurs titres au pair.

QUESTION V.

Quel est le montant, par province, depuis 1890, de la répartition annuelle du fonds communal et quel est le total annuel des sommes réparties?

RÉPONSE.

Les renseignements demandés font l'objet du tableau ci-joint.

Tableau indiquant, par province, depuis 1890, la répartition annuelle du fonds communal, ainsi que le total annuel des sommes réparties.

PROVINCES.	1890	1891	1892	1893	1894	1895	1896	1897	1898	1899	1900	1901	1902
Anvers.	4,464,476 18	5,104,458 47	5,174,050 78	5,109,028 17	5,450,667 45	5,658,803 24	5,740,990 17	5,731,542 39	5,847,102 02	6,041,806 11	6,058,858 67	6,244,857 47	6,325,900 96
Brabant	7,686,076 52	8,915,254 40	8,898,642 68	8,862,921 88	9,122,311 89	9,505,269 70	9,631,595 53	9,618,246 05	9,800,695 67	10,104,207 39	10,129,585 09	10,420,196 20	10,552,170 79
Flandre occidentale.	2,772,255 37	5,189,661 22	5,194,418 24	3,194,424 68	5,340,127 11	5,460,475 90	5,543,005 72	5,552,011 28	5,646,652 20	3,856,460 05	5,851,715 16	4,028,344 58	4,114,484 51
Flandre orientale .	5,841,009 18	4,295,379 87	4,287,235 67	4,261,605 74	4,594,600 35	4,532,567 91	4,657,245 99	4,624,080 42	4,768,352 29	5,007,365 88	5,024,475 85	5,246,251 78	5,568,770 49
Hainaut	4,140,672 50	4,665,985 15	4,665,451 74	4,659,667 26	5,005,197 10	5,257,008 82	5,374,630 11	5,559,847 51	5,521,805 85	5,787,995 70	5,808,199 50	6,060,949 93	6,185,767 06
Liège	5,267,785 17	5,852,159 78	5,868,551 37	5,864,040 47	4,054,023 94	4,212,864 50	4,299,950 19	4,289,279 34	4,410,515 53	4,609,489 80	4,624,557 22	4,811,926 25	4,884,194 25
Limbourg	501,349 28	586,500 15	585,744 90	574,875 87	594,773 90	611,198 51	635,879 50	652,014 08	686,419 17	725,015 57	720,935 65	780,161 72	800,695 57
Luxembourg . . .	415,869 42	495,185 17	492,755 88	492,425 80	515,507 25	528,166 58	551,512 68	548,408 22	580,195 50	652,548 47	655,668 35	684,389 05	706,128 29
Namur	1,125,089 78	1,524,844 87	1,518,002 41	1,510,594 38	1,581,351 26	1,429,049 85	1,466,555 16	1,461,458 02	1,512,196 30	1,595,596 94	1,601,495 95	1,678,558 71	1,710,587 17
TOTAL PAR ANNÉE.	28,195,261 40	52,485,427 06	52,481,251 67	52,569,384 95	55,904,560 21	55,196,004 90	55,881,115 05	55,798,097 51	56,753,802 55	58,538,079 71	58,461,267 40	59,985,575 69	60,652,496 87

Loin de se réduire, le fonds communal ne fait donc que progresser.

En 1890, la somme répartie s'est élevée à 28 millions de francs; à la fin de la période décennale, elle atteignait 38 millions.

En 1902, dernière année dont le décompte est dressé (annexe A du projet de Budget pour l'Ordre de 1904), la somme répartie dépasse 40 millions et demi, et, suivant les évaluations du projet de Budget des Voies et Moyens, le total des revenus du fonds communal montera, en 1904, à plus de 43 millions (voir Note préliminaire du projet de Budget des Recettes et Dépenses pour l'ordre, p. 3).

*
* *

D'autres points importants ont été l'objet des discussions de la Section centrale.

1° Modification des lois de finances par le Budget des Voies et Moyens.

Dans plusieurs sections, on a fait observer que les modifications des lois de finances intercalées dans le Budget des Voies et Moyens sont de nature à nuire à la bonne coordination des lois. On pourrait, suivant lui, obtenir le même résultat en présentant, conjointement au Budget, des projets de lois séparés, qui pourraient être discutés en même temps que le Budget.

La Section est unanimement d'avis que ce mode de procédé offre en outre le très sérieux inconvénient de permettre à tous les membres de la Chambre de recourir au même procédé et de proposer par voie d'amendement des modifications à notre système d'impôts.

Elle observe en outre que le Budget devant être promulgué avant le 31 décembre, il pourrait arriver que des mesures importantes ne pourraient être examinées, faute de temps.

2° Impôt sur les valeurs mobilières en matière de succession.

Plusieurs membres de la Section font ressortir que, dans les successions, une forte proportion de valeurs mobilières échappent à l'impôt, tandis qu'aucune valeur immobilière n'est épargnée, ni par l'impôt sur les successions ni par les droits de mutation. Il y a là une inégalité de traitement envers deux catégories d'intérêts respectables et une perte de revenu pour le Trésor public.

La difficulté est d'atteindre les valeurs mobilières sans recourir à des mesures fiscales tracassières et de nature à écarter les capitaux étrangers qui affluent en ce moment sur notre marché financier.

Cet afflux de capitaux constitue, pour notre pays, un élément de prospérité qui n'est pas négligeable.

Deux modes de procéder ont été développés devant la Section.

« Le premier consiste à créer un impôt différentiel sur les titres des » sociétés anonymes ou en commandite, suivant que les titres seraient » nominatifs ou au porteur. Les premiers pourraient être inscrits dans une

» sorte de cadastre pour valeur mobilière, de sorte que les droits de transmission et de succession seraient ainsi assurés; les autres paieraient un impôt annuel supplémentaire, destiné à remplacer équitablement les charges qu'ils ne supportent pas. »

Le second moyen consiste dans « l'établissement d'une taxe à percevoir sur le dividende distribué et calculé de façon à équivaloir, après une période d'années à déterminer, la moyenne des impôts payés par les valeurs immobilières pendant la même période ».

La Section centrale constate que en effet, une partie considérable de la richesse publique échappe à l'impôt en matière de succession, et sans se prononcer en faveur d'aucun système particulier, est unanime à engager le Gouvernement à chercher la solution de ce problème aussi grave qu'épineux.

Dans la pensée de la Section centrale, il ne s'agit pas de créer des ressources nouvelles, mais d'assurer une plus juste répartition de l'impôt existant.

3° Perception des patentes d'administrateurs et commissaires.

A ce propos, on a soulevé la question de la perception des patentes sur les bénéfices des sociétés anonymes et sur les tantièmes des administrateurs et commissaires.

La Section s'est prononcée à l'unanimité en faveur du système qui consisterait à faire percevoir, par une perception unique au siège social, la patente due par les sociétés et celle due par les administrateurs et commissaires. Ce système éviterait les insolvabilités et atteindrait sûrement les administrateurs étrangers.

Discussion des articles.

Un des membres de la Section fait remarquer la plus-value des articles 14 et 15 (amendes en matière d'impôt), qui se montent respectivement à 50,000 et 300,000 francs.

L'évaluation proposée pour 1904, soit 400,000 francs contre 350,000 en 1903 pour l'article 14, se fonde sur la progression constante du produit des amendes en matière d'impôts, conséquence naturelle de la progression des impôts eux-mêmes. Les deux dernières années complètes, 1900 et 1901, ont donné respectivement 405,899 francs et 404,867 francs; la marche des recettes de l'année en cours permet d'escompter un produit total dépassant aussi 400,000 francs.

Pour ce qui concerne l'article 15, le produit de l'année 1902 s'est élevé à 813,646 francs. Pour l'année 1903, on enregistre au 30 juin une recette de 463,000 francs; au 30 septembre, une recette de 694,000 francs, d'où à la fin de l'exercice une recette présumée de 920,000 francs. Le chiffre de 850,000 francs inscrit au Budget de 1904 est donc pleinement justifié.

Il faut voir dans la progression rapide de ce produit (progression interrompue en 1900 et 1901 par un fait tout accidentel), la conséquence du

nombre de plus en plus grand des condamnations en matière répressive et de l'introduction d'un système de recouvrement plus expéditif et par cela même plus productif.

A l'article 17, Part revenant à l'État dans le produit des quais de l'Escaut à Anvers, plus-value de 75,000 francs.

Un membre demande s'il existe un accord entre l'État et la ville d'Anvers pour la répartition du revenu. Cette question a été posée au Gouvernement. Voici la réponse.

QUESTION VI.

Existe-t-il une convention entre l'État et la ville d'Anvers relativement à la répartition du produit des quais de l'Escaut, et cette convention s'étend-elle aux 2000 mètres de nouveaux quais?

RÉPONSE.

La répartition du produit des quais de l'Escaut, entre l'État et la ville d'Anvers, est réglée par les articles 6 de la convention du 16 janvier 1874, 2 et 3 de celle du 14 mars 1874, 8 de celle du 10 mai 1890 et 6 de celle du 8 mai 1895 (Lois approbatives du 17 avril 1874, *Moniteur* du 18, du 27 mai 1890, *Moniteur* du 1^{er} juin et du 11 septembre 1895, *Moniteur* du 13). La dernière de ces conventions s'applique aux 2000 mètres de nouveaux quais.

La Ville, gérante des quais, prélève sur la recette brute :

- 1° Les frais de gestion et de surveillance;
- 2° Une somme annuelle de 170,000 francs, moyennant laquelle elle doit pourvoir aux frais de police, d'entretien et de renouvellement des pavages, autres frais de voirie et dépenses de toute nature qui sont à sa charge aux termes des contrats précités, sauf augmentation de cette somme à concurrence de 40 francs par mètre courant des nouveaux quais du Sud, à partir de la mise en exploitation de ceux-ci.

Le surplus est partagé au prorata des dépenses de premier établissement faites par chacune des parties intéressées.

Par pétition adressée aux Chambres, la batellerie belge a demandé à plusieurs reprises le dégrèvement des péages sur les rivières et canaux.

Ces réclamations de la batellerie ont trouvé un écho dans les sections de la Chambre chargées d'examiner le Budget des Voies et Moyens. La Section centrale a décidé d'adresser au Gouvernement la question suivante :

QUESTION VII.

Quand le Gouvernement compte-t-il appliquer les réductions de péages promises

RÉPONSE.

Le Gouvernement estime que le plus grand service que l'on puisse rendre en ce

pour les transports pondéreux sur les voies navigables ?

moment à la batellerie consiste dans l'amélioration de nos voies navigables. Il s'y applique activement; indépendamment des améliorations générales apportées à l'ensemble du réseau, le Gouvernement s'occupe de transformer les canaux suivants : canal d'embranchement vers Turnhout, canal d'embranchement vers Hasselt, canal de Turnhout à Anvers, canal de Charleroi à Bruxelles, canal de Gand à Bruges.

C'est une erreur de croire qu'une amélioration permanente du sort des bateliers soit liée à un abaissement des tarifs, qui laisserait intactes les conditions actuelles de la concurrence. Le seul effet qu'on puisse espérer de pareille mesure est une réduction du fret; or cette réduction sera obtenue aussi sûrement, tout au moins, par l'amélioration des conditions de navigabilité de notre réseau fluvial.

La Section propose l'adoption du Budget par cinq voix contre une.
Elle approuve le rapport par six voix et une abstention.

Le Rapporteur,
JULES DALLEMAGNE.

Le Président,
F. SCHOLLAERT.



Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 26 NOVEMBER 1903.

Begrooting van 's Lands Middelen voor het dienstjaar 1904 ⁽¹⁾.

VERSLAG

NAMENS DE MIDDENAFDEELING ⁽²⁾ UITGEBRACHT DOOR DEN HEER DALLEMAGNE.

MIJNE HEEREN,

Volgens de ramingen voor het dienstjaar 1902, zal het batig slot der ontvangsten op de uitgaven bedragen fr. 693,646 95

De geraamde uitslag van dit zelfde dienstjaar sluit met een boni van 3,935,665 05

De buitengewone uitgaven, betaald met de gewone middelen, beliepen 12,772,760 99
daaruit volgt een totaal overschot der gewone middelen op de gewone uitgaven van 16,706,425 97

Daarenboven bestreed dat dienstjaar, boven zijne gewone lasten, die van de ouderdomspensioenen, bedragende . . 12,000,000 »

Voor het dienstjaar 1903, was het overschot der ontvangsten op de uitgaven in de Begrooting geraamd op . . 188,892 09
en voor 1904 op 270,139 43

Voor beide dienstjaren, zal de last der ouderdomspensioenen bedragen. 15,000,000 »

Herhaaldelijk weerlegde de heer Minister van Financien op zegevierende

⁽¹⁾ Begrooting, n^o 4, I.

⁽²⁾ De Middenafdeeling, voorgezeten door den heer SCHOILAERT, bestond uit de heeren DE MEESTER, DALLEMAGNE, HUBERT, DAVIGNON, HELLEPUTTL, BIRTRAND.

wijze de bewering als zou de Begrooting een tekort opleveren, en wel in Februari laatstleden, bij de beraadslaging over het ontwerp van wet tot verhooging der rechten op alcohol.

De uitslagen voor het dienstjaar 1903 zijn nog niet bekend, doch de ontvangsten in de negen eerste maanden, afgekondigd in het *Staatsblad* van 4 November (blzz 5489 en 5490), laten een hooger overschot verwachten dan was voorzien.

In elk geval hangt die uitslag niet af van meerdere opbrengst door den alcohol, die niet in aanmerking kwam bij het opmaken der Begrooting voor 1903.

Deze sloot in evenwicht, ongeminderd dit nieuw bestanddeel, en niets bewijst dat de geraamde ontvangsten niet bereikt of dat de geraamde uitgaven overtroffen zullen worden.

De op de Begrooting voor 1904 voorziene uitgaven zijn geraamd op fr. 529,403,370 57

De uitgaven, aangenomen voor het dienstjaar 1903, beliepen. 510,494,789 52

Het cijfer, uitgetrokken op de Begrooting voor 1903, beliep 506,153,777 frank, doch werd door verschillende verhoogingen gebracht op fr. 510,494,789.52.

Waaruit voor 1904 verhooging van uitgaven	fr. 18,607,581 52
---	-------------------

De voor 1904 voorziene ontvangsten bedragen	fr. 529,372,510 »
---	-------------------

Aan ontvangsten was voor 1903 geraamd	506,342,470 »
---	---------------

Meerdere ontvangsten voor 1904	fr. 23,030,040 »
--	------------------

Deze meerdere ontvangsten gelden de volgende bronnen van inkomen :

I. Rechtstreeksche belastingen : verhooging	fr. 248,000 »
---	---------------

Onrechtstreeksche belastingen.	10,680,250 »
--	--------------

TOTAAL.	fr. 10,928,250 »
-----------------	------------------

Waarvan is af te trekken de vermindering op de registratie.	500,000 »
---	-----------

Bepaalde verhooging	fr. 10,428,250 »
-------------------------------	------------------

II. Weggelden	10,573,690 »
-------------------------	--------------

waarander 9,500,000 frank voor den spoorweg (art. 19).

III. Kapitalen en inkomsten	1,390,000 »
---------------------------------------	-------------

IV. Uitkeeringen	638,000 »
----------------------------	-----------

TOTAAL.	fr. 23,030,040 »
-----------------	------------------

De gezamenlijke recht- en onrechtstreeksche belastingen, met inbegrip van registratie, griffie, enz., leveren eene totale som van 252,184,940 frank

op, waarvan onderstaande tabel de bijzonderheden opgeeft, alsmede het per cent, in verhouding tot bovenstaande totaal (*).

I. Rechtstreeksche belastingen.	Rechtstreeksche belastingen.	60,840,000	»	24.13 %
	Erfenisrechten	21,000,000	»	8.33 %
TE ZAMEN.		81,840,000	»	32.46 %
II. Onrechtstreeksche belastingen.	Tolrechten.	43,974,740	»	17.44 %
	Accijns.	82,833,200	»	32.85 %
	Verschillende.	2,902,000	»	1.15 %
TE ZAMEN.		129,731,940	»	51.44 %
III. Registratie, greffie, enz.	Registratie, greffie, enz.	40,613,000	»	16.10 %
ALGEMEEN TOTAAL der drie belastingen.		252,184,940	»	100 %

Nemen wij de cijfers van Staats uitgaven sedert 1893, zoo bevinden wij :

1893	fr.	364,819,166	»
1896		382,554,296	»
1897		425,068,629	»
1898		427,180,936	»
1899		451,450,248	»
1900		479,055,782	»
1901		488,967,501	»
1902	(nagenoeg)	491,368,524	»
1903	(geraamd)	506,153,577	»
1904	(id.)	529,102,570	»

(*) Ons achtbaar medelid de heer Hubert kondigde in Juni 1902 (*Annales des travaux publics*, derde aflevering 1902), onderstaande tabel af, van het per cent der rechtstreeksche en onrechtstreeksche belastingen in verschillende landen :

TOTALE BELASTINGEN	Frankrijk, 1899.	Spanje, 1899-1900.	Duitsland-Pruisen, 1899-1900	Engeland, 1900-1901.	Zwitserland, 1900.	Rusland, 1900.	Italië, 1899-1900.	Vereenigde Staten, 1899-1900.	België, 1904.
	%	%	%	%	%	%	%	%	%
Rechtstreeksche belastingen	43	44	20	43	6	20	51	10	48.50
Onrechtstreeksche belastingen	57	56	80	57	94	80	49	90	51.44

Uit deze tabel, zegt de heer Hubert, is gemakkelijk af te leiden dat onder al de landen, in België het geringste deel wordt gevraagd aan onrechtstreeksche belastingen, en dat nagenoeg alle voorwerpen van eerste noodzakelijkheid vrij van belasting zijn.

Om deze cijfers goed te beoordeelen, moet men (zooals de heer Helleputte zegde in zijn merkwaardig verslag over de Begrooting voor 1901) van de totale ontvangsten aftrekken diegene welke voortkomen van de spoorwegen, weggelden en buitengewone uitgaven, en de eigenlijke begrootingsuitgaven vergelijken met de bevolking en met 's lands handelsbedrijvigheid. Onderstaande tabel, eene voortzetting van die uit het verslag van den heer Helleputte (blzz 26 en 27), geeft voor ieder jaar het bedrag, per 1,000 inwoners, van den bijzonderen handel, alsmede het bedrag, per 1,000 inwoners, van de eigenlijke begrootingsuitgaven. Eindelijk geeft zij de verhouding tusschen beide totalen.

JAAR.	BEVOLKING.	Begrotingsuitgaven na aftrek van de weggelden en de buitengewone uitgaven.	BEDRAG van den bijzonderen handel	MIDDELCIJFER per 1,000 inwoners		De begrootings- uitgaven staan tot den bijzonderen handel in de verhouding van
				der begrootings- uitgaven.	van den bijzonderen handel.	
1895	6,410,785	245,146,040 .	5,065,846,550 .	38,240 .	478,252 .	8 %.
1896	6,495,886	252,717,886 .	5,244,675,520 .	38,994 .	499,497 .	7 8 %.
1897	6,586,593	273,856,765 .	5,499,584,100 .	41,578 .	551,289 .	7 8 %.
1898	6,669,732	281,057,867 .	5,831,734,152 .	42,159 .	574,496 .	7.3 %.
1899	6,744,552	289,175,055 .	4,209,555,028 .	42,875 .	624,141 .	6.9 %.
1900	6,693,548	296,764,466 .	4,158,637,146 .	44,359 .	618,054 .	7 1 %.
1901	6,800,000	309,511,668 .	4,049,225,410 .	45,516 .	595,474 .	7.6 %.
1902	6,896,079	315,522,500 .	4,506,175,210 .	45,702 .	624,500 .	7.5 %.
1903.	6,950,000 ⁽¹⁾	331,968,790 .	4,548,568,000 . ⁽²⁾	47,765 .	625,664 .	7.6 %.
1904	•	346,571,250 .	•	•	•	•

Zooals de heer Helleputte in 1900 deed uitschijnen, zien wij dat de toename der begrootingsuitgaven gelijken tred houdt met 's lands voorspoed.

Van 1895 tot 1903, namen de begrootingsuitgaven toe met 86 millioen, doch de bijzondere handel vermeerderde met meer dan 1 milliard en de bevolking met meer dan 500,000 zielen.

Steeg de gemiddelde begrootingslast van fr. 38.24 per hoofd tot fr. 47.76, het gemiddelde der handelsbeweging steeg van 478 frank tot 625 frank, en de verhouding blijft nagenoeg gelijk aan ongeveer 7.5 %.

Niet alleen werden de begrootingsuitgaven regelmatig bestreden met de gewone middelen, doch sedert 1884 sloot ieder dienstjaar met een batig slot en hebben nuttige ontlastingen of bijzondere afschrijvingen van rechten de werkende standen en de mindere schatplichtigen bevoordeeld.

Daartoe behooren :

De ouderdomspensioenen ten bedrage van 15 millioen ;

⁽¹⁾ Vermoedelijk middeleijfer op 31 December 1903.

⁽²⁾ Vermoedelijk nabijkomend cijfer, gesteund op het cijfer van den bijzonderen handel in de eerste tien maanden van 1903, afgekondigd in het *Bulletin mensuel du commerce spécial de la Belgique avec les pays étrangers*.

De toelagen aan voorzorg- of pensioenvereenigingen;

De arbeiderstreinen, die de werklieden vervoeren tegen min dan den kostenden prijs;

De verlaging van den tabaksaccijns;

De intrekking der rechten op gezondheidsdranken, koffie, chocolaad, thee;

En ten slotte, de verlaging der suikerrechten, van fr. 54.13 tot 20 frank per 100 kilo.

Geen noodzakelijk verbruiksvoorwerp is belast, en de voorwerpen die, zonder noodwendig te wezen, nuttig zijn en van gewoon gebruik onder 't volk, zijn, zoo belasting ze treft, slechts zeer onbeduidend en waarlijk ongevoelig belast. Er bestaat namelijk geen tol- of accijnsrecht dat merkbaren invloed heeft op den prijs van voeding- of kleedingvoorwerpen, doorgaans door den arbeidersstand gebruikt.

En wat de rechtstreeksche belasting betreft, zijn meer dan 50 % van al de huizen in het land vrij van hoofdelijken aanslag. Anderzijds werd door de wet van 1889 en door die van 1900 het gewoon tarief der fiskale rechten voor den aankoop van werkmanswoningen of geringe landelijke eigendommen met de helft verlaagd, en in den loop van den jongsten zittijd, diende de Regeering een wetsontwerp in, waarbij de toepassing dier verlagingen nog wordt uitgebreid.

Zonder in nadere bijzonderheden te treden, volstaan deze weinige bedenkingen om te bewijzen dat ons gezamenlijk belastingstelsel niet antidemocratisch is.

Alcohol.

De wet van 18 Februari 1903 verhoogde den alcohol-accijns, en dezes opbrengst was geraamd in de onderstelling van 15 % minder verbruik.

In dit hoofdzakelijk zedelijk opzicht, werd de verwachting der Regeering overtroffen en is het gebleken dat verhooging van den prijs van alcohol waarlijk het beste middel was om het verbruik te doen afnemen.

Het blijkbare verbruik was nagenoeg 50 % lager dan het gemiddelde van 1890-1894, en nagenoeg 38 % lager dan dit van 1898 tot 1902.

Deze vermindering, zoo lezen wij in de Algemeene toelichting der Begrooting, kan voorwaar niet gansch worden toegeschreven aan een wezenlijk minder verbruik. Het schijnt zonneklaar dat het afzetten van den voorraad het blijkbaar verbruik hielp verminderen. Doch even duidelijk verminderde merkelyk het wezenlijk verbruik, en in dat opzicht kan men niet nalaten de Regeering geluk te wenschen met den verworven uitslag.

Een lid der Afdeeling doet de wijziging opmerken, die is toegebracht door artikel 5 van hoofdstuk III van het wetsontwerp, dotatie van de aflossing der openbare schuld (Inleidingsnota, blz. 11), waardoor het bedrag der dotatie van de aflossing is bepaald op 0.40 % in stede van 0.50 % op de Begrooting

der openbare schuld voor het aanstaande dienstjaar. Hij doet uitschijnen dat de dotatie der aflossing van 0.50 %, onlangs in Februari laatstleden goedgekeurd, eenige maanden nadien is gewijzigd.

Daarop werd geantwoord, dat aan de aflossing enkel een overschot van ontvangsten kan worden besteed, en daar dat overschot niet bestaat, de aflossing de gevolgen daarvan moet dragen. Toch dient men zich te vergewissen of de opbrengst van den alcohol-accijns wel zooveel zal bedragen als werd voorzien en of de dien ten gevolge voorziene aflossing zal kunnen geschieden.

De Afdeeling besloot onderstaande vraag aan de Regeering te stellen :

VRAAG 1.

Waarop steunt zich de Regeering om de opbrengst van den alcohol in 1904 te ramen op de som van 71,400,000 frank, die 11,400,000 frank hooger is dan de raming voor 1903.

ANTWOORD.

Zooals wordt gezegd in de Algemeene toelichting der Begroting, schat de Regeering het verbruik als drank, onder het stelsel der nieuwe wet, op 7 liter per inwoner. Toegepast op eene bevolking van 7 miljoen inwoners, geeft dit cijfer eene belastbare hoeveelheid van 49 miljoen liter; tegen 150 frank per hectoliter, zou de opbrengst der belasting aldus 73,500,000 frank bedragen, of 2 miljoen meer dan de begrotingsraming.

Bij de beraadslaging over de wet van Februari 1903, schatten de sprekers der minderheid op minstens 21 miljoen de meerdere ontvangsten, ten gevolge der verhooging van de belasting; de Regeering raamde ze op 15 miljoen, welk cijfer zij thans verlaagt tot 11,400,000 frank.

Ondersteld dat het door de Regeering opgegeven verbruikscijfer wordt verwezenlijkt, zou het blijken dat de aflossing kan geschieden in de door de Regeering voorgestelde voorwaarden.

Derhalve stelt de meerderheid der Afdeeling aan de Kamer voor om het aflossingsontwerp der Regeering goed te keuren.

Suiker.

Naar luid van de bepalingen der wet van 21 Augustus 1903, op het vervaardigen en invoeren van suiker, is de belasting verlaagd van fr. 51.15 per 100 kilo tot 20 frank (*Oorkonden der Kamer 1902-1903, n^o 169, vergadering van 18 Juni 1903*). Dus eene ontlasting van 60 %. De opbrengst der belasting, voor 1904 geraamd, beloopt 13 miljoen frank, wat tegen 200 frank per ton een inlandsch verbruik van 65.000 ton uitmaakt, of nagenoeg 10 kilo per hoofd in België.

In 1895, was het verbruik aan suiker per hoofd in de verschillende landen van Europa geraamd op :

	Kilogr. —
Engeland	39 03
Danemarken	24 59
Zwitserland	21 49
Zweden en Norwegen	15 06
Frankrijk	14 09
Duitschland	11 91
Nederland	11 58

Algemeene beraadslaging.

In de algemeene beraadslaging, die liep over verschillende opmerkingen der afdeelingen, heeft de Middenafdeeling, op voorstel van een harer leden, onderstaande vragen aan de Regeering gesteld :

VRAAG II.

Is de kadastrale herziening bijna geëindigd?

Wanneer denkt de Regeering de nieuwe organieke wet op de grondbelasting voor te stellen?

ANTWOORD.

De herziening der kadastrale schatting van de huizen en de met deze gelijkgestelde gebouwen is afgelopen.

Voor de fabrieken, werkplaatsen en andere nijverheidsinrichtingen, moest het werk worden geschorst om twee redenen : eenerzijds waren voorafgaande studiën noodig, om de grondslagen en de stelsels van schatting van het belastbaar inkomen te bepalen; anderzijds, omdat de beampten wier medewerking noodzakelijk is, vooral de controleurs der belastingen, in 1905 belast waren met dringende werkzaamheden, namelijk de hervorming der wet op het fiscaal stelsel voor suikers.

De overblijvende verrichtingen zullen druk worden voortgezet.

Het ontwerp der nieuwe organieke wet op de grondbelasting wordt opgemaakt zoodra de kadastrale herziening is afgelopen, zooals hierboven is gezegd.

VRAAG III.

Acht de Regeering niet noodig eene herziening voor te stellen van de wet op de personeele belasting, ten einde een grondslag van belasting te bepalen, die zooveel mogelijk het wezenlijk inkomen der schatplichtigen nabijkomt?

ANTWOORD.

Dat ligt inderdaad in de bedoeling der Regeering, zooals zij aan de Kamers verklaarde.

Onder andere wijzigingen, zal men voorstellen de thans belastbare huurwaarde te vervangen door het nieuw kadastraal inkomen, en de belasting voor deuren en vensters af te schaffen; de vijfde grondslag (paarden) zal insgelijks worden herzien.

VRAAG IV.

Wat wordt er van het recht der houders van titels, gezien de veelvuldige en achtereenvolgende bepalingen ten opzichte van de aflossing der schuld?

ANTWOORD.

De Toelichting der wet van 18 Februari 1903 zegt over dat punt het volgende :

- » Onze aflosbare schuld begrijpt, in de
- » eerste plaats, het 3 t. h., ontstaan krachtens de wet van 29 April 1873, waar-
- » bij de Regeering gemachtigd wordt, onder
- » de voorwaarden die zij zal bepalen, eene
- » leening van 240 millioen aan te gaan. Het
- » koninklijk besluit van dienzelfden dag,
- » genomen in uitvoering van de wet, stelde
- » den nominalen intrest dier leening vast
- » op 3 t. h. en de jaarlijksche dotatie der
- » aflossing op 20 centiemen voor 100 frank
- » nominaal kapitaal; deze aflossing moest,
- » daarenboven, achtereenvolgens aangroei-
- » en met de intresten der ingekochte
- » kapitalen. De aldus tot stand gekomen
- » schuld is tot in 1893 aangegroeid door
- » eene reeks uitgaven van titels van dezelf-
- » de type.
- » Het ander gedeelte van de schuld aan
- » 3 t. h. is dat, hetwelk ontstaan door de wet
- » van 15 Februari 1893, houdende omzet-
- » ting van het 3.50 t. h., toenemend is ver-
- » meerderd en steeds vermeerderd door het
- » in omloop brengen van titels bestemd om
- » in de lasten van de buitengewone begroo-
- » ting te voorzien. De voorwaarden tot
- » aflossing dezer schuld zijn bepaald door
- » de wet van 1893 zelve, en de dotatie is
- » insgelijks vastgesteld op 20 t. h. met
- » aangroeiing van den interest der inge-
- » kochte kapitalen.

- » Deze zijn, wat betreft de verplichting
- » om elk jaar tot het aflossen der schuld
- » eene voorafgestelde som te bepalen, de
- » grondslagen van het contract bestaande
- » tusschen den Staat-ontleener en de derde
- » personen, dragers van titels dezer schuld.
- » Dit ontwerp, overigens hoogst voordeelig
- » voor de titelhouders, brengt geene veran-
- » dering aan die grondslagen : » Artikel 7
- » » bepaalt op uitdrukkelijke wijze, dat
- » » geen nieuw recht ontstaat uit hoofde
- » » dezer wet, ten voordeele van de dragers
- » » van titels der openbare schuld . . »

Daaruit volgt, dat het recht der houders gekrenkt zou wezen, slechts in geval de dotatie der aflossing verlaagd zou worden tot min dan 20 centiemen $\%$. Vermits dan een van de bedingen der overeenkomst is miskend, zou de Staat verplicht zijn aan de houders van titels uitkeering tegen pari aan te bieden.

Een geval van dien aard is aan te treffen in onze financieele geschiedenis : In 1869, werd door eene wet de dotatie der 1^e reeks van het $4 \frac{1}{2} \%$ verlaagd van 1 tot $\frac{1}{2} \%$, en tevens bepaald dat voor al de reeksen de dotatie niet meer berekend zou worden naar het oorspronkelijk kapitaal der schulden, maar wel naar het kapitaal, in omloop op 1 Mei 1869.

Schoon, volgens den Minister van Financiën, de maatregel geen nadeel kon berokkenen aan Staats renteniers, toch bood men hem, uit eerbied voor de overeenkomsten, de uitbetaling hunner titelen tegen pari aan.

VRAAG V.

Wat is sedert 1890 het bedrag, per provincie, van de jaarlijksche verdeling van het gemeentefonds en wat is het jaarlijksch totaal der verdeelde sommen?

ANTWOORD.

De gevraagde inlichtingen staan in bijgaande tabel.

Tabel waarop, per provincie, sedert 1890, is aangedind de jaarlijksche uitdeeling van het gemeentefonds, alsmede het jaarlijksch totaal der uitgedeelde sommen.

PROVINCIE.	1890	1891	1892	1893	1894	1895	1896	1897	1898	1899	1900	1901	1902
Antwerpen. . . .	4,464,476 18	5,104,458 47	5,174,050 78	5,169,028 17	5,450,667 43	5,658,803 24	5,740,990 17	5,751,542 50	5,847,102 02	6,041,800 11	6,058,858 07	6,244,857 47	6,325,900 96
Brabant	7,686,676 52	8,915,254 40	8,808,642 68	8,862,921 88	9,122,511 89	9,505,209 70	9,651,593 53	9,618,246 05	9,800,695 67	10,104,207 39	10,129,585 09	10,420,196 20	10,552,170 79
West-Vlaanderen. .	2,772,255 37	3,189,661 22	3,194,418 24	3,104,424 68	3,540,127 11	3,460,475 00	3,545,005 72	3,552,011 28	3,646,652 20	3,856,460 05	3,851,715 16	4,028,544 58	4,114,484 51
Oost-Vlaanderen. .	3,841,009 18	4,205,579 87	4,287,255 67	4,261,605 74	4,594,600 55	4,552,567 91	4,657,245 99	4,624,090 42	4,708,352 29	5,007,565 88	5,024,475 85	5,246,251 78	5,508,770 49
Henegouw	4,140,672 50	4,665,985 15	4,665,451 74	4,659,667 26	5,005,197 10	5,257,008 82	5,374,620 11	5,359,847 51	5,521,895 85	5,787,995 70	5,808,199 50	6,060,949 95	6,185,767 96
Luik	3,207,785 17	3,852,159 78	3,868,551 37	3,864,040 47	4,054,023 94	4,212,864 59	4,299,950 19	4,289,279 54	4,410,315 53	4,609,489 80	4,624,557 22	4,811,920 25	4,884,194 25
Limburg.	501,549 28	586,500 13	585,744 90	574,875 87	594,773 90	611,198 51	635,879 50	652,614 08	666,419 17	725,015 57	726,955 65	780,161 72	806,695 57
Luxemburg	415,959 42	465,185 17	492,733 88	492,425 80	515,507 23	528,166 58	551,512 08	548,408 22	580,193 50	652,548 47	655,668 55	684,389 05	706,128 29
Namen	1,125,099 78	1,524,844 87	1,518,662 41	1,510,594 38	1,581,551 26	1,429,049 85	1,466,555 16	1,461,458 02	1,512,196 50	1,595,586 04	1,601,495 93	1,678,558 71	1,710,587 17
TOTAAL PER JAAR.	28,195,261 40	32,485,427 06	32,481,251 67	32,564,584 25	35,904,560 21	35,196,004 90	35,881,115 05	35,798,097 51	36,755,802 55	38,558,079 71	38,461,207 40	39,955,375 69	40,652,496 87

Verre van te verminderen, neemt het gemeentefonds dus toe.

In 1890, bedroeg de uitgedeelde som 28 millioen frank; op het einde van het tienjarig tijdvak, bereikte zij 38 millioen.

In 1902, het laatste jaar waarvan de afrekening is opgemaakt (bijlage A van het ontwerp van Begrooting voor Orde over 1904), overtreft de uitgedeelde som 40 millioen en half, en naar de ramingen in het ontwerp der Begrooting van 's Lands Middelen, zal het totale inkomen van het gemeentefonds in 1904 meer dan 43 millioen bedragen (zie Inleidingsnota voor het ontwerp van Begrooting der Ontvangsten en Uitgaven voor Orde, blz. 5).

*
* *
*

Over twee gewichtige punten werd in de Middenafdeeling beraadslaagd.

1^o *Wijziging der financiewetten door de Begrooting van 's Lands Middelen.*

In verschillende afdeelingen, deed men opmerken dat de wijziging der financiewetten, ingelascht in de Begrooting van 's Lands Middelen, van aard is om de goede samenordering der wetten te schaden. Volgens een lid, zou men denzelfden uitslag kunnen verwerven, door, te zamen met de Begrooting, afzonderlijke wetsontwerpen over te leggen, die ter zelfder tijd als de Begrooting zouden kunnen behandeld worden.

De Afdeeling is eenparig van oordeel dat die handelwijze het ernstig bezwaar oplevert van al de leden der Kamer te veroorloven hetzelfde stelsel aan te wenden, en bij wijze van amendement veranderingen aan ons belastingstelsel voor te stellen.

Daarenboven doet zij opmerken, dat daar de Begrooting moet afgekondigd zijn vóór 31 December, het zou kunnen dat gewichtige maatregelen bij gemis van tijd niet onderzocht konden worden.

2^o *Belasting op de roerende goederen in zake van erfens.*

Vele leden der Afdeeling doen uitschijnen dat bij erfelingen een groot deel der roerende waarden geene belasting betalen, terwijl geene onroerende waarde gespaard blijft door de erfenisbelasting noch door de overdrachtsrechten. Dat is eene ongelijke behandeling voor twee soorten van eerbiedwaardige belangen en een verlies van inkomen voor de openbare Schatkist.

't Is moeilijk de roerende goederen te treffen, zonder kwellende fiskale maatregelen te nemen, van aard om de vreemde kapitalen af te schrikken, die thans naar onze geldmarkt toestroomen.

Deze toevloed van kapitalen is voor ons land eene niet te versmaden bron van voorspoed.

Twee handelwijzen werden in de Afdeeling uiteengezet.

« De eerste bestaat in het tot stand brengen van eene verschillende belasting op de titelen van naamlooze of van commanditaire vennootschappen,
» naar gelang de titelen op naam of aan toonder zijn. De eerste zouden
» kunnen ingeschreven worden op een soort van kadaster voor roerende

» waarde, zoodat de overdrachts- en erfenisrechten aldus verzekerd zouden
» wezen; de andere zouden eene jaarlijksche bijbelasting betalen, bestemd
» om op billijke wijze de lasten te vervangen, die zij niet dragen. »

Het tweede middel bestaat in het « heffen van eene belasting, te innen
» op het uitgedeeld winstaandeel, en derwijze berekend om na een te bepalen
» tijdvak gelijk te staan met het gemiddelde van de belastingen, in hetzelfde
» tijdvak betaald door de onroerende waarden ».

De Middenafdeeling stelt vast dat inderdaad een aanzienlijk deel van den openbaren rijkdom ontsnapt aan belasting in zake van erfenis, en zonder zich voor een bijzonder stelsel te verklaren, raadt zij eenparig de Regeering aan om de oplossing te zoeken van dit zoo ernstig als netelig vraagstuk.

Volgens de Middenafdeeling, dienen er geene nieuwe geldmiddelen te worden gezocht, doch hoeft eene rechtvaardiger verdeling der belasting verworven te worden.

3^o Innen der patenten van beheerders en commissarissen.

Naar aanleiding daarvan, werd opgeworpen het vraagstuk van het innen der patenten op de winsten der naamlooze vennootschappen en op de zooveelsten der beheerders en commissarissen.

De Afdeeling verklaarde zich eenparig voor het stelsel, volgens hetwelk door eene eenige inning ten maatschappelijken zetel, het patent verschuldigd door de vennootschappen en dit verschuldigd door de beheerders en commissarissen ontvangen zou worden. Dat stelsel zou onvermogen vermijden en voorzeker de vreemde beheerders treffen.

Beraadslaging over de artikelen.

Een der leden van de Afdeeling doet opmerken de meerdere waarde van artikelen 14 en 15 (boeten in zake van belasting) die wederszijds 50,000 en 300,000 frank bedragen.

De voor 1904 voorgestelde raming, 400,000 frank tegen 350,000 frank in 1905 voor artikel 14, is gesteund op de gestadige toeneming van de opbrengst der boeten in zake van belastingen, natuurlijk gevolg van het toenemen der belastingen zelve. De twee laatste volledige jaren, 1900 en 1901, gaven wederzijds 405,899 frank en 404,867 frank; de gang der ontvangsten van het loopend jaar laat hopen op eene totale opbrengst die insgelijks 400,000 frank zal overtreffen.

Voor artikel 15, bedroeg de opbrengst des jaars 1902, 813,464 frank. Voor het jaar 1903 boekt men op 30 Juni eene ontvangst van 463,000 frank; op 30 September, eene ontvangst van 694,000 frank, waaruit op 't einde van het dienstjaar eene vermoedelijke ontvangst van 920,000 frank. Dus is het cijfer van 850,000 frank, op de Begrooting voor 1904 uitgetrokken, volkomen gestaafd.

In de snelle toeneming van deze opbrengst (door een gansch toevallig feit in 1900 en 1901 onderbroken) hoeft men het gevolg te zien van het steeds

grooter getal veroordeelingen in strafzaken en van het invoeren van een vlugger, bijgevolg meer opbrengend stelsel van inning.

Onder artikel 17, aandeel van den Staat in de opbrengst der Schelde-kaaien te Antwerpen, meedere waarde : 75,000 frank, vraagt een lid of er eene overeenkomst tusschen den Staat en de stad Antwerpen bestaat, voor de verdeeling der opbrengst. Die vraag werd tot de Regeering gericht. Ziehier het antwoord :

VRAAG VI.

Bestaat er eene overeenkomst tusschen den Staat en de stad Antwerpen, voor de verdeeling van de opbrengst der Schelde-kaaien, en strekt deze overeenkomst zich uit tot de 2,000 meter nieuwe kaaien ?

ANTWOORD.

De verdeeling van de opbrengst der Scheldekaaien tusschen den Staat en de stad Antwerpen is geregeld door artikel 6 der overeenkomst van 16 Januari 1874, 2 en 5 dergene van 14 Maart 1874, 8 dergene van 10 Mei 1890 en 6 dergene van 8 Mei 1895 (Goedkeurende wetten van 17 April 1874, *Staatsblad* van den 18^e, van 27 Mei 1890, *Staatsblad* van 1 Juni, en van 11 September 1895, *Staatsblad* van den 13^e). Laatsigemelde overeenkomst geldt de 2,000 meter nieuwe kaaien.

De Stad, die de kaaien beheert, heft op de ruwe ontvangst :

- 1^o De kosten van beheer en bewaking ;
- 2^o Eene jaarsom van 170,000 frank, mits welke zij moet voorzien in de kosten van politie, van onderhoud en van vernieuwing der kassiewegen, andere wegenkosten en uitgaven van allen aard, die ten haren laste vallen, krachtens bovenvermelde overeenkomsten, behoudens verhooging van die som tot 40 frank per loopenden meter der nieuwe Zuidkaaien, zoodra deze worden gebruikt.

Het overige wordt verdeeld naar gelang der kosten van eerste inrichting, gedaan door elke der belanghebbende partijen.

Bij verzoekschrift aan de Kamers, vroeg de Belgische schipperij herhaaldelijk ontslaging van rivier- en vaartgelden.

Deze klachten vonden weerklink in de afdelingen der Kamer, belast met het onderzoek der Begroeting van 's Lands Middelen. De Middenafdeling besloot onderstaande vraag tot de Regeering te richten :

VRAAG VII.

Wanneer denkt de Regeering de beloofde verlaging van vaartgelden voor het vervoer van zware goederen toe te passen.

ANTWOORD.

De Regeering is van oordeel dat de grootste dienst, welken men thans aan de schipperij kan bewijzen, bestaat in het

verbeteren onzer bevaarbare wegen. Daarop legt zij zich werkdadig toe; ongeminderd de algemeene verbeteringen, toegebracht aan het gezamenlijk net, houdt de Regeering zich onledig met de vervorming van : de vertakkingsvaart naar Turnhout, de vertakkingsvaart naar Hasselt, de vaart van Turnhout naar Antwerpen, de vaart van Charleroi naar Brussel, de vaart van Gent naar Brugge.

't Is eene verkeerde opvatting, dat eene bestendige verbetering van het lot der schippers is verbonden aan eene verlaging van tarieven, die de bestaande voorwaarden van mededinging onveranderd zou laten. Het eenig gevolg, van dergelijken maatregel te verwachten, is eene verlaging der vracht; welnu, zij zal ten minste zoo zeker worden verworven door verbetering der bevaarbaarheid van ons rivierennet.

Met vijf stemmen tegen eene, stelt de Afdeeling voor om de Begrooting goed te keuren.

Zij stemt in met het verslag, met zes stemmen en eene onthouding.

De Verslaggever,
JULES DALLEMAGNE.

De Voorzitter,
F. SCHOLLAERT.

